

Et la Première Guerre mondiale bouleversa le monde - Lutttes des peuples et scission du mouvement socialiste

samedi 11 novembre 2017, par [LE MOAL Patrick](#), [RIPART Laurent](#) (Date de rédaction antérieure : 9 novembre 2017).

Éric Hobsbawm, dans *l'Âge des extrêmes*, décrit le bouleversement qu'a représenté la Première Guerre mondiale « qui marqua l'effondrement de la civilisation (occidentale) du 19^e siècle. Cette civilisation était capitaliste dans son économie ; libérale dans son appareil légal et constitutionnel, bourgeoise dans l'image de sa classe hégémonique ; fière des avancées de la science, du savoir et de l'éducation, mais aussi du progrès matériel et moral ; et profondément convaincue de la place centrale de l'Europe (...) dont les principaux États définissaient le système politique mondial ». Retour sur cette guerre qui bouleversa le monde.

Sommaire

- [La grande boucherie capitalist](#)
- [La lutte des peuples contre la](#)
- [La fracture du mouvement \(...\)](#)



N'y allez plus...

La grande boucherie capitaliste

Les tensions de cette guerre totale ont poussé au bout les limites des États. Elle se termine par un effondrement politique en Europe et une crise révolutionnaire, essentiellement dans les États vaincus. Trois empires ont disparu, le tsariste, l'austro-hongrois et l'ottoman. La Grande-Bretagne est remise au second plan, au bénéfice des USA qui deviennent la première puissance mondiale, la principale force économique, le principal entrepôt, la principale banque du monde.

Une vague révolutionnaire emporte la Russie, mais aussi l'Allemagne entre 1918 et 1923, l'Italie du nord en 1919-1920, la Hongrie en 1919, l'Espagne en 1917, la Finlande en 1918. La révolution russe

a un effet au-delà de l'Europe, au Mexique, en Inde, en Chine. Cette vague révolutionnaire amplifiait le processus de montée en puissance du mouvement ouvrier engagé depuis la fin du 19^e siècle. Le nombre de travailleurs augmentait sans cesse, réclamant de meilleures conditions de travail, plus de démocratie, le droit de vote, etc., ils créaient des syndicats, leurs partis obtenaient de plus en plus de voix, comme si naturellement la majorité sociale allait avoir une traduction politique. Il paraissait évident que le vieux monde était condamné et les partis socialistes étaient l'incarnation de l'alternative dans la plupart des pays européens. On attendait une révolution en Allemagne, en Russie. Pour les puissances impérialistes qui entraient en guerre il s'agissait aussi de briser ce mouvement ouvrier.

Guerre totale

C'est une guerre totale qui fera 20 millions de morts, pour moitié des civils, des millions de déplacés¹, une guerre industrielle longue, avec une intensité et brutalité sans pareille, mobilisant toutes les populations.

Pour les dominants la guerre tombait à pic pour mater les classes inférieures. Les généraux envoyaient des centaines de milliers d'hommes à la mort sans hésiter, car il fallait montrer qui commande, pour ne pas paraître inactif. Combien de patrouilles commandées pour briser les trêves tacites entre soldats des deux camps, entretenir une violence permanente ! C'est un déferlement de violence instauré, organisé, entretenu, légitimé au nom d'intérêts supérieurs, ceux des pouvoirs en place. Cette guerre de « brigandage » est, dans sa démesure, l'expression concentrée du stade de l'impérialisme atteint par le capitalisme.

Elle provoque une évolution profonde dans les classes populaires. Se retrouvent, dans la boue des tranchées, les ouvriers et les paysans unifiés dans l'horreur des offensives inutiles, des gaz de combat, des tirs d'artillerie. Ils sont sous les ordres des aristocrates, les nobles russes ou prussiens, mais aussi des élites bourgeoises de la république. Pour tenir, il faut se serrer les coudes entre ceux d'en bas.

Pour nombre d'entre eux, c'est la première fois qu'ils quittent leur village, leur ville, leur milieu. Par exemple en France, c'est au travers de ce brassage que le français devient la langue qui réunit les soldats. La première année, le recrutement se fait souvent dans des régions homogènes, au même patois, à la même langue mais, dès 1915, les pertes humaines provoquent un mélange : les soldats sont alors confrontés à un usage quotidien du français (dans les ordres, les consignes, etc.). C'est aussi une occasion de découvrir l'autre, de s'ouvrir à ses usages, à ses coutumes. Et de comprendre qu'on a les mêmes problèmes. Pas seulement parce qu'on n'a pas de casque pendant les premiers mois de guerre en France, ou qu'on n'a qu'un fusil pour deux dans certains régiments russes. Mais aussi que l'on partage tous les problèmes de la vie.

On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels

L'inégalité devant la mort est aussi l'inégalité dans l'organisation de la société. La façon dont les riches, les possédants sont planqués et font des fortunes dans les industries de guerre est insupportable alors qu'on somme les travailleurs d'oublier l'ennemi de classe pendant le conflit.

Des deux côtés du Rhin, les bénéfices explosent pour quelques grandes entreprises. Dès les premiers mois de guerre, les débats font rage. Les commandes sont livrées en retard, du matériel est défectueux. Des obus de 75 sont facturés 14 francs au lieu de 10 francs, pointe la Commission des finances. Le chiffre d'affaires de Renault est multiplié par quatre entre 1914 et 1918. Citroën et Schneider réalisent une marge bénéficiaire de l'ordre de 40 %. En Allemagne, une commission parlementaire établit que les seize plus grandes entreprises houillères et sidérurgiques allemandes

ont multiplié leurs bénéfices par au moins huit entre 1913 et 1917 !

Naissent à cette époque le futur constructeur automobile BMW, le chimiste Bayer, qui produit notamment le gaz moutarde. Krupp double ses bénéfices. Le fabricant d'armes Rheinmetall les multiplie par dix. En Grande-Bretagne, Shell approvisionne en essence le corps expéditionnaire britannique, fournit 80 % du TNT utilisé par l'armée : à la fin des années 1920, elle devient la première compagnie pétrolière mondiale. Dans les mines du Katanga au Congo belge, la production de cuivre s'intensifie.

Les inégalités sociales perdurent sous l'uniforme, s'amplifient à la démesure de cette guerre, provoquent des ruptures au sein de toutes les sociétés qui vont provoquer des affrontements sociaux majeurs, portés par l'octobre russe qui fait coïncider l'espoir de paix avec la révolution sociale.

Patrick Le Moal

1. La Seconde Guerre mondiale fera 60 millions de morts, dont deux tiers de civils, et 40 millions de déplacés.



La lutte des peuples contre la guerre impérialiste

Contrairement aux images de propagande, qui ont cherché à imposer l'idée que les peuples auraient soutenu avec enthousiasme les déclarations de guerre et seraient partis au combat « la fleur au fusil », les populations ont le plus souvent accueilli durant l'été 1914 les ordres de mobilisation avec stupeur et consternation.

La faillite des directions ouvrières ayant empêché toute forme d'opposition, la résignation finit toutefois par l'emporter et les conscrits, formatés par des décennies d'éducation patriotique, partirent massivement au front, sans avoir une réelle conscience de l'ampleur de l'enfer dans lequel ils se préparaient à entrer. Les oppositions ne furent toutefois pas négligeables : en France, 32 000 mobilisés, soit 1,5 % des conscrits, refusèrent ainsi de répondre à l'appel, au risque d'être déferés devant une cour martiale.

Du refus individuel au refus collectif

En l'absence de tout cadre d'opposition organisée à la guerre, la lutte des peuples n'eut dans un

premier temps d'autre possibilité que de s'exprimer par des désertions ou des automutilations, afin de pouvoir trouver une échappatoire individuelle à la boucherie. La dégradation des conditions de vie et la prise de conscience de l'absurdité de la guerre se traduisit toutefois de plus en plus par des actes d'insubordination, qui allaient de l'agression d'un gradé au refus d'obéissance. Le plus souvent individuels, ces actes d'agression ont parfois pu prendre une dimension collective comme ce fut le cas de ces 27 soldats du 56^e régiment d'infanterie français qui furent condamnés à mort le 24 mai 1915 pour avoir refusé de partir à l'assaut des tranchées ennemies. Plus inquiétantes encore pour les états-majors furent les scènes de fraternisation qui se produisirent spontanément pendant les fêtes religieuses, en particulier entre les soldats allemands et britanniques qui organisèrent par exemple à Noël 1914 un match de football dans le no man's land qui séparait les tranchées.

Jusqu'à trop dispersés pour déboucher sur une contestation de masse de la guerre, ces actes d'insubordination prirent une nouvelle tournure avec la révolution russe de février 1917. Disposant, en vertu de l'ordre n°1 du soviét de Petrograd, de nouveaux droits politiques, qui leur permettaient de s'organiser, voire de placer les officiers sous leur contrôle, les soldats russes mirent brutalement la révolution à l'ordre du jour dans toutes les tranchées. Tel fut le cas en France, où les 16 000 soldats russes envoyés par Nicolas II sur le front français s'organisèrent en soviets et hissèrent le drapeau rouge, ce qui amènera l'état-major des Alliés à les cantonner aussitôt dans le camp de La Courtine. De plus en plus sensibles à la propagande bolchévique, ces troupes y organisèrent pendant quelques mois une petite république soviétique que les généraux français, bénéficiant de la bénédiction de Kerenski, détruisirent en septembre 1917 au canon et à la mitrailleuse, avant de déporter les survivants en Algérie.

Vague de mutineries

Conjugués à la dégradation objective des conditions de vie, les effets de la révolution russe provoquèrent une vague de mutineries, qui toucha en particulier l'armée française au lendemain de l'échec en avril 1917 de l'offensive de Nivelle. Rapidement réprimées en France, les mutineries s'étendirent dans l'armée britannique, où un millier de soldats se mutinèrent à Étaples en septembre 1917. Ils touchèrent aussi la marine allemande, avec des troubles à Kiel en août 1917 et surtout l'Italie, où l'état-major dut faire face à une multiplication des actes d'insubordination, qui prirent une ampleur particulière après le désastre de Caporetto en novembre 1917. La révolte des peuples contre la guerre prenait une dimension internationale, comme en témoigna aussi la mutinerie, en septembre 1917 à Boulogne-sur-Mer, des travailleurs envoyés par la Chine pour participer, dans des conditions proches de l'esclavage, à l'effort de guerre des Alliés.

La répression massive des états-majors n'était pas en mesure d'arrêter le mouvement, et le spectre de la révolution russe commençait à se rapprocher, comme en témoigna la vague de grève qui, à l'initiative principale des Spartakistes, secoua l'Allemagne en janvier 1918. Pas moins d'un million de travailleurs arrêtaient le travail, s'organisèrent en conseil et exigèrent l'arrêt de la guerre. La proclamation de l'état de guerre et la répression militaire purent arrêter le mouvement, mais la grève repartit en avril et l'opposition à la guerre devint désormais de plus en plus ouverte. L'insubordination ouvrière se répandit aussi en Autriche-Hongrie, où 700 000 travailleurs entrèrent en grève en janvier 1918 pour exiger du pain et la paix, en mettant en place des conseils sur le modèle russe.

La capitulation plutôt que la révolution

Combinées à l'asphyxie économique des empires centraux, qui dégradait dangereusement les conditions de vie au front et à l'arrière, ces grèves ouvrières jouèrent un rôle capital dans le processus de délitement qui devait conduire à la défaite de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. L'échec de l'offensive de l'été 1918 offrit l'étincelle qui fit exploser la poudre : le 29 octobre 1918,

les marins de la base de Kiel se mutinaient, bientôt soutenus par la population ouvrière. À partir du 5 novembre, les autorités avaient perdu le contrôle de la ville, où se mettait en place une république soviétique. La révolution gagna comme une trainée de poudre toutes les villes allemandes, mais aussi celles de l'Autriche-Hongrie, ce qui amena l'empereur Guillaume II à abdiquer le 9 novembre. Alors que le drapeau rouge était arboré dans toutes les casernes et les mairies, la bourgeoisie et les dirigeants des sociaux-démocrates n'eurent plus d'autre politique que de faire front contre le péril bolchévik, et coururent demander un armistice aux alliés, choisissant la capitulation plutôt que la révolution.

Laurent Ripart



ParticipantEs à la conférence de Zimmerwald en septembre 1915. DR

La fracture du mouvement socialiste

La Première Guerre mondiale provoqua la scission du mouvement socialiste, en amenant la gauche révolutionnaire à rompre définitivement avec la direction réformiste de la II^e Internationale, donnant ainsi naissance à un nouveau courant communiste désormais clairement distinct de la social-démocratie.

L'entrée en guerre contraignit les dirigeants de la II^e Internationale à choisir entre les principes internationalistes du marxisme et leur participation aux institutions étatiques. Placés dans cette situation inconfortable, ils firent partout passer leur solidarité nationale avant leur internationalisme prolétarien, en votant les crédits de guerre et en soutenant l'entrée dans le conflit.

Union sacrée

Dans les pays belligérants, les socialistes russes firent véritablement exception, non seulement en raison de l'importance que jouait dans ce pays la gauche révolutionnaire, mais aussi parce que le régime autocratique n'ayant pas permis leur intégration institutionnelle, les dirigeants socialistes russes étaient restés en extériorité par rapport à leur propre impérialisme.

Dans les autres pays belligérants, les directions des partis ouvriers et leurs fractions parlementaires se montrèrent partout solidaires de leur propre impérialisme. La vague était si forte que même les dirigeants de la gauche révolutionnaire eurent du mal à résister, comme ce fut le cas en Allemagne où tous les députés socialistes votèrent en août 1914 les crédits de guerre, y compris lorsque, comme Karl Liebknecht, ils y étaient personnellement opposés. La situation était particulièrement dégradée en Grande-Bretagne, mais aussi en France, où la culture jacobine qui imprégnait l'ensemble des tendances de la SFIO avait amenée jaurésiens et guesdistes à se rallier d'un même mouvement à la guerre et à participer au gouvernement « d'Union sacrée » qui organisait la grande

boucherie.

L'enlèvement de la guerre amena toutefois l'aile gauche du mouvement socialiste à revoir ses positions en adoptant une position plus ferme. En décembre 1914, Karl Liebknecht rompit avec la solidarité de son groupe parlementaire, en devenant le seul député à voter contre les crédits de guerre inscrits au budget 1915. Avec Luxemburg, Mehring, Jogiches et Zetkin, il organisa le groupe Spartakus qui se positionna clairement contre la guerre, ce qui allait amener à son arrestation le 1^{er} mai 1916. En Angleterre, l'opposition à la guerre restait toutefois confinée dans des groupes très marginaux, tandis qu'en France elle ne survivait plus guère qu'au sein du courant syndicaliste révolutionnaire de la CGT qu'animaient Rosmer et Monatte.

Vers une opposition internationale à la guerre

Les principes de l'internationalisme prolétarien restaient cependant intacts dans les sections des pays restés neutres. En septembre 1914, les partis socialistes suisse et italien purent ainsi élaborer une déclaration commune contre la guerre, avant d'être imités en janvier 1915 par les sections danoise, néerlandaise et suédoise de la II^e Internationale. Des premières tentatives d'organisation d'une opposition internationale à la guerre se mirent en place, en particulier autour du mouvement des femmes qui, ayant échappé à la mobilisation de masse, jouèrent un rôle central dans cette mobilisation. Le 8 mars 1915, Alexandra Kollontaï organisa ainsi en Norvège une manifestation internationale des femmes contre la guerre, tandis que Clara Zetkin réunissait en avril 1915 à Berne une conférence de femmes contre la guerre à laquelle participèrent 70 déléguées. Une étape décisive fut franchie en septembre 1915 lorsque s'ouvrit la conférence de Zimmerwald, qui réunissait 38 délégués venus de 11 sections socialistes pour élaborer une plateforme internationaliste contre la guerre.

Les zimmerwaldiens étaient toutefois profondément divisés. Sous la houlette de Lénine, la gauche révolutionnaire prônait l'adoption d'une ligne anti-impérialiste et défaitiste, tandis que les partisans d'une ligne plus modérée se refusaient à aller au-delà d'un pacifisme abstrait et d'un appel général aux gouvernements pour établir un cessez-le-feu multilatéral. Plus fondamentalement encore, la gauche zimmerwaldienne considérait que la II^e Internationale avait irrémédiablement failli et qu'il n'était plus possible d'y militer au côté des ministres socialistes qui dirigeaient la boucherie. Se plaçant en position centriste, les modérés se refusaient en revanche à envisager une scission du mouvement socialiste et ne voulaient pas aller au-delà d'un simple travail de redressement des positions de l'Internationale. À Zimmerwald comme lors de la conférence réunie dans la foulée à Kienthal en avril 1916, les modérés l'emportèrent et les thèses de Lénine furent à chaque fois mises en minorité.

La fondation de la III^e Internationale

Les rapports de forces se modifièrent avec la révolution d'Octobre, qui permit aux bolcheviks de mettre en application les orientations de la gauche zimmerwaldienne, non seulement en appliquant leur ligne défaitiste jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la terrible paix de Brest-Litovsk (mars 1918), mais aussi en mettant en place leur politique de rupture avec la II^e Internationale. Ayant renoncé en juin 1918 à toute référence au terme désormais discrédité de « parti social-démocrate » pour prendre le nom de « parti communiste », les bolcheviks appelèrent, lors de la conférence internationale de mars 1919 à Moscou, à la création d'une nouvelle Internationale. Élaborées en juillet 1920 lors d'une deuxième conférence, les 21 conditions d'adhésion à cette III^e Internationale permettaient de rompre tant avec la II^e Internationale qu'avec les courants « centristes » qui l'avaient emporté à Zimmerwald et Kienthal. La III^e Internationale se définissait en effet non seulement par son opposition au social-patriotisme, mais aussi par sa dénonciation du social-pacifisme, conjuguant les principes de l'internationalisme avec ceux du défaitisme révolutionnaire,

imposait l'abandon de toute référence à la social-démocratie pour ne plus compter que des « partis communistes » et écartait enfin explicitement tous les centristes qui s'étaient attachés à conserver des liens avec les dirigeants de la II^e Internationale.

Laurent Ripart

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 404 (09/11/2017) :

<https://npa2009.org/idees/et-la-premiere-guerre-mondiale-bouleversa-le-monde>